

Le Chef de l'Etat dénonce "l'instrumentalisation" du phénomène de l'esclavage et la "politisation" de l'Islam par certains groupuscules

Du berger à la bergère

Le président du CMJD s'est longuement appesanti dans son discours de Rosso sur les questions de l'esclavage et de l'islamisme politique. L'esclavage n'existe plus en Mauritanie, où il a été aboli depuis 1905 sous le colon et ensuite par l'Etat mauritanien depuis l'indépendance. A propos de l'autorisation pour la création d'un parti ayant une connotation islamiste, le président oppose un nict catégorique. Et le Colonel met en garde contre toute tentative d'instrumentaliser ces questions. La réaction de la classe politique (celle de l'ancienne opposition notamment) ne s'est pas fait attendre. On parle carrément de dérive et de manque de neutralité du Chef de l'Etat.

son périple entamé au début du mois de mai dernier dans les capitales régionales, et qui s'inscrit dans le cadre de la promotion du référendum portant révision de la constitution, le Chef de l'Etat a choisi de parler de l'esclavage et de l'islamisme politique dans le pays. Deux thèmes qui occupent, avec celui des réfugiés et du passif humanitaire, les questions de fonds qui étaient mises en veilleuse au début de la transition. Le CMJD et son gouvernement avaient estimé ces questions très sensibles et avaient alors décrété que seul un pouvoir légitime devra décider de la suite à leur donner. Mais la trêve ne sera que de courte durée. Dès l'étape de Sélibaby, le président évoque avec des mots à peine voilés

Au cours de la dernière étape de

Suite en page 5

Du berger à la bergère

Suite de la Une

la question des réfugiés, en réaction, dit-on, à des tracts qui auraient été lancés à l'occasion de sa visite, et qui demandaient le retour organisé des réfugiés.

Deuxième question à être soulevée malgré le veto du CMDJ, l'esclavage. Le président en parle pendant son meeting d'Aljoujt et va même jusqu'à dire qu'il est pour l'abolition de la pratique. A Rosso, Ely Ould Mohamed Vall revient sur la question mais sur un tout autre ton. Le président ne reconnaît plus l'existence de la pratique dans le pays et fait remarquer, presque en colère, que seuls des groupuscules de mauvaise foi font de cette question un fonds de commerce et appelle les jeunes mauritaniens à ne pas prêter le flanc à ces groupuscules. Pour ce qui est de l'autorisation éventuelle d'une formation politique à connotation religieuse, le Colonel rétorque que cette hypothèse est exclue. Selon lui, la Mauritanie étant un pays à 100% musulman, il se agit maladroit d'autoriser une telle formation. Le Président ajoute à ce propos qu'il n'y a "ni islam modéré, ni islam radical, mais un seul islam, celui qui est pratiqué depuis toujours dans ce pays". Dans sa rhétorique, le président du CMDJ évoque un islam de "kalachnikov" comme expression ultime de l'islam violent.

Surenchère

Ce discours a provoqué l'indignation de la classe politique qui a aussitôt souligné ce qu'elle a qualifié "de manque de neutralité du chef de l'Etat et de violation de l'esprit de la constitution". Le mouvement des centristes réformistes, composé essentiellement d'islamistes pour lesquels le pouvoir refuse depuis toujours la création d'un parti politique a souligné, dans une déclaration en date du 5 juin, que "la sortie du Président est une surprise pour tous les observateurs de la scène politique nationale". Ce discours est en contradiction "flagrante" avec l'opinion qui a prévalu dans les milieux politiques depuis le changement du trois août dernier. Le discours s'est transformé sans raison valable, selon le communiqué, d'un appel pour le vote en faveur du référendum "en une campagne d'intoxication contre des composantes politiques connues et respectées et contre lesquelles toute attaque délibérée et ou injustifiée est inacceptable". Mieux, les réformistes centristes trouvent que l'assimilation d'un partenaire politique d'envergure nationale qu'ils sont (car ce sont eux qui réclament la reconnaissance en tant que formation d'obédience religieuse, explique le communiqué) à des mouvements "présûmés salafistes jihadistes" et dont il faut laisser la justice statuer sur le sort, "est une approche dénuée de tout fondement et dont les visées ne trompent plus personnes". Le mouvement s'érige contre l'attitude du Président qui a consisté, selon lui, à pointer du doigt certains comme étant des personnes qui revendiquent leur appartenance à un parti politique à l'exclusion des autres. C'est une

analyse fautive, dit en substance le communiqué.

Ce qui est incontestable reconnaît le communiqué, c'est que le mouvement des centristes réformistes est partisan de la création d'un parti politique "civilisé" qui puise sa vision globale d'une approche religieuse. C'est là l'esprit de la loi fondamentale et qui est soutenu par l'opinion et nombre de formations politiques au niveau national, selon eux. Pour asseoir leur thèse, les centristes réformistes donnent l'exemple de certains pays qui ne sont pas moins musulmans que la Mauritanie et au niveau desquels existe pourtant ce genre de formations reconnues sur le plan du droit: le Maroc, où le parti islamiste dispose de 42 députés au parlement, l'Algérie avec 5 ministres au gouvernement, au Sénégal, un tel parti existe et il n'y a guère de veto pour la création d'une formation à connotation religieuse, souligne dans la foulée le communiqué.

Et comme pour porter le paradoxe du discours présidentiel à son comble, les islamistes égrènent une liste de Oulémaréférence en matière religieuse et dont les enseignements n'ont jamais contredit la création de tels ensembles politiques. Ils citent ainsi Cheïkh Mohamed el Mamy, qui avait sollicité son élection à l'Imamat de la Oumma, l'Emir Abdel Kader, Omar Al Fouti, Mohamed Yahya Al Walati... et pour couronner le tout, Beddah Ould El Bouçaïri, qui disait, "une religion apolitique ne peut être juste, tout comme une politique sans croyance est une source de dérive dangereuse dans ce monde et un enfer dans l'au-delà. Alors, pour fonder son opinion, le Président ne devrait-il donc pas se référer aux illustres Oulémas mauritaniens, suggère le communiqué.

L'esclavage existe, atteste le même communiqué, même s'il est limité, et le pouvoir gagnerait à le reconnaître, tout comme il doit trouver de solution à la question des réfugiés et du passif humanitaire, disent les réformistes qui appellent, du reste, à voter en faveur du référendum.

Pour l'APP dont le président a organisé un point de presse à cet effet, la sortie du Président remet en cause "la neutralité" du pouvoir de transition à l'égard de la scène politique. Messaoud Ould Boukheïr rappelle que le président n'est pas mandaté pour se prononcer sur des questions de cette ampleur, encore moins pour jouer "le censeur ou donneur de leçons en la matière".

Le président de l'UFP, lui, souligne qu'il y a "des survivances de l'esclavage dans le pays" qu'il faudrait éradiquer, tout en essayant de changer la mentalité de tout le monde à l'égard de ce phénomène. Mohamed Ould Maouloud souligne la nécessité pour les pouvoirs publics d'informer les citoyens sur le fait que ces pratiques ne sont plus tolérées; il remarque par ailleurs qu'il manque suffisamment de volonté chez les anciens esclaves de s'insérer dans la société. Il ne faut surtout pas singulariser la Mauritanie dans ce

cadre. Ce qui n'est pas, ajoute-t-il une "raison pour ne pas s'en occuper". Et d'ajouter que la filiosité à l'égard de ceux qui militent en faveur de l'éradication du phénomène n'est pas une bonne solution, tout en mettant en garde justement contre l'instrumentalisation du phénomène.

S'agissant de l'autorisation d'un parti islamiste, Ould Maouloud souligne que la constitution interdit incontestablement toute tendance à revendiquer le monopole de la religion, mais n'interdit pas l'existence d'une formation ayant l'islam comme source de référence. L'important est, selon lui, que les leaders de ce parti se conforment aux règles de démocratie et d'un Etat de droit. Seul un pouvoir mandaté par le peuple peut changer les règles du jeu en la matière, dit-il.

Pour l'AJD, la pratique existe encore de manière claire dans ce pays et son président reconnaît les difficultés pour les anciens esclaves à acquérir une personnalité économique à part entière. Il estime que l'abolition de la pratique en 1981 n'a pas eu les effets escomptés. Par contre, Cissé Mody estime que les islamistes ont droit à un parti, conformément aux dispositions de la loi fondamentale, surtout, ajoute-t-il, que les hommes comme "Mochtar Ould Mohamed Moussa, Ould Dedew et Jemil Ould Mansour, figures principales du mouvement islamistes dans notre pays, n'ont jamais prôné la violence, au contraire ils cultivent une vue pacifique et conciliante".

Quant à l'UDP, par la voix de son secrétaire général, ses positions sur ces deux questions sont claires: en Mauritanie existent des séquelles de l'esclavage qu'il faudrait éradiquer. Pour un parti islamiste, l'UDP se dit opposé à toute formation de tendance particulariste de quelque nature qu'elle provienne, surtout que la Mauritanie est un pays à 100% de musulmans "pratiquants contrairement aux autres pays", a expliqué Sanghott Ousmane.

La sortie du président a donc créé des remous au sein de la classe politique et risque de mettre à mal le climat d'entente et de concertation qui a caractérisé les relations entre les partis et les autorités de la transition. Il y a quelques jours, certains partis avaient fait part de leurs inquiétudes quant à la neutralité de ces mêmes autorités, en ce qui concerne les traitements réservés aux différentes formations pendant les visites du président dans les villes de l'intérieur. Est-ce le début de la fin de la lune de miel ou un simple incident de parcours? Le Ministre secrétaire général du CMDJ (contacté au téléphone à ce sujet) estime, lui, que toutes les mesures seront prises pour que les actes incriminés par les partis protestataires ne se reproduisent plus, et assure que le principe de la neutralité sera maintenu tout au long de la transition.

BA ADAMA MOUSSA

PS : Toutes nos tentatives de joindre des responsables d'autres formations, notamment le RFD, Sawab et le PRDR n'ont pas abouti.